

SEMINAIRE DE BOUMERDES DES 14 ET 15 JUIN 2009

REVUE DE PRESSE

LeSoirAlgérie, Mercredi 17 juin 2009

«Renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes». C'est le thème d'un séminaire qu'organisent, au centre de formation hôtelière du Figuier, la commune de Boumerdès, l'APW de Boumerdès et la mairie de Belfort (France).

Cette rencontre qui regroupe des élus, des responsables associatifs et exécutifs venant des collectivités des deux pays dure deux journées. A l'issue de la cérémonie d'ouverture, quatre ateliers sont installés pour débattre de l'accès des enfants et des jeunes à la culture et aux loisirs, de l'accès des enfants handicapés à leurs droits, de l'insertion professionnelle des jeunes et de l'éducation des jeunes en matière de citoyenneté. Par ailleurs, la présence à cette rencontre du wali de Boumerdès, Brahim Merad, du P/APW, Si- Youcef, du maire de Belfort, Etienne Butzbach, et du P/APC de Boumerdès, Mohand Sarni, était une occasion aux uns et autres de faire le bilan de coopération entre les collectivités sus-citées. Ce programme est concrétisé, rappelons-le, par la signature, en septembre 2007, d'une convention de partenariat. Inscrite dans la politique de coopération décentralisée, elle englobe plusieurs secteurs d'activité. Nous tenterons, à la fin de cette rencontre, de faire le bilan de cette première étape du projet de partenariat entre Boumerdès et Belfort.

Abachi L.

Liberté, lundi 15 juin 2009

Une délégation de la mairie de Belfort aujourd'hui à Boumerdès

Une délégation de la ville de Belfort et des cités unies, conduite par Étienne Butzbach, Maire de Belfort (France), est attendue aujourd'hui dans la ville de Boumerdès pour une visite qui va durer deux jours.

M. Butzbach sera accompagné notamment par Amel Djaffar, chargée de la coopération internationale au niveau de la municipalité qui a été longtemps dirigée par Jean-Pierre Chevènement.

La délégation sera accueillie par le président de l'APW de Boumerdès, Mokhtar Si Youcef, et le président de l'APC de Boumerdès M. Sarni Mohammed, et sera reçue dans la journée par le wali de Boumerdès M. Brahim Merad. Les discussions entre les délégations des deux mairies, liées déjà par une convention de partenariat, se porteront notamment sur le programme concerté dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse. Les délégations aborderont également le thème lié à la formation sur les politiques publiques locales et des séminaires seront organisés, dans ce cadre, en Algérie et en France. Ils porteront sur des questions liées au fonctionnement et à la gestion des municipalités. Pour rappel, une délégation composée d'élus de la commune de Boumerdès et de l'Assemblée de wilaya, conduite par le P/APW, a séjourné en 2007 à Belfort où elle a été reçue par M. Chevènement.

Liberté, mardi 16 juin 2009

Le Maire de Belfort à Boumerdès



Les relations algéro-françaises ne sont pas à la hauteur des enjeux actuels, a indiqué, avant-hier, M. Étienne Butzbach, maire de Belfort (France), lors d'un point de presse organisé à l'Institut national de l'hôtellerie et de tourisme (INHT) de Figuier.

Le maire de Belfort, qui se trouve depuis dimanche à Boumerdès à la tête d'une délégation de plus de 30 personnes pour participer au premier cycle des rencontres algéro-françaises entrant dans le cadre de l'opération de jumelage entre Boumerdès et Belfort, a souhaité que "toutes les villes françaises fassent pression sur les gouvernements pour une meilleure coopération entre Alger et la France". M. Butzbach a demandé aux élus de travailler davantage pour développer ce genre de coopération décentralisée très bénéfique aux deux pays et qui est un modèle de développement, a-t-il dit.

"Il faut sortir des discours et faire des réalisations concrètes sur le terrain", a ajouté le maire français. M. Butzbach, accompagné de ses adjoints, d'un représentant de l'ambassade et de nombreuses personnes représentant diverses associations françaises, a assisté, avant-hier, aux côtés du wali de Boumerdès ainsi que des présidents de l'APW et de l'APC, au premier séminaire algéro-français ayant pour thème "Le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes". Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du programme d'activités transversales de l'action concertée pluriacteurs Algérie "Joussour" PCPA et en application de la convention signée le mois de septembre 2007 entre l'APW et Belfort, se poursuivra en France au mois de décembre prochain. Elle a pour objectif, selon ses concepteurs, d'échanger sur les pratiques et les expériences en France et en Algérie, sur la concertation locale et de susciter le dialogue entre les deux acteurs locaux pour la définition et la mise en œuvre d'actions publiques locales en direction des enfants et des jeunes. Un comité de pilotage franco-algérien a, par ailleurs, été installé au niveau de la wilaya de Boumerdès, composé notamment de l'association École famille et prise en charge psychosociale (AEFPPS) de Boumerdès qui est chef de file de plus de 40 associations, des représentants de l'APW, de l'APC, de la ville de Belfort, la Fédération nationale française et de Cités unis France. Les questions abordées hier et qui vont être débattues le 14 et 15 décembre à Belfort s'articulent sur "la participation des associations et des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre d'actions publiques locales". Par ailleurs, des ateliers thématiques ont été organisés durant ces deux jours où plusieurs participants ont intervenu pour apporter plus d'éclairage sur la façon de favoriser le dialogue entre les acteurs locaux des deux pays et pour renforcer les actions locales en direction des enfants et des jeunes. L'association (AEFPPS) de Tidjellabine, qui est derrière plusieurs actions sociales envers les jeunes, notamment les handicapés et les familles démunies, compte mettre son expérience au profit d'autres associations venues participer à cette rencontre. Le dernier travail de cette association est une enquête riche en renseignements sur les enfants handicapés de la wilaya de Boumerdès réalisée grâce à ces actions de partenariat entre les associations des deux pays.

Liberté, mercredi 17 juin 2009

Le Maire de Belfort impressionné par le restaurant du Rocher noir

Le Maire de Belfort, M. Étienne Butzbach, a exprimé son impression sur le restaurant El Kanoune de Boumerdès. "Je vais peut-être faire de la publicité gratuite à cet établissement, mais laissez-moi vous dire que ce restaurant est un véritable bijou", a affirmé le maire de Belfort (France). Cependant, ce que ne sait pas le maire, c'est que ce restaurant typiquement algérien et qui est considéré comme l'un des meilleurs établissements du pays a été réalisé grâce à un financement du microcrédit et est géré par une jeune fille qui s'appelle El-Djouher qui veut dire... bijou.

Le restaurant accroché sur le Rocher noir est non seulement un musée à ciel ouvert, mais c'est aussi une fenêtre ouverte sur l'Algérie profonde et la Méditerranée.

Jumelage entre Boumerdès et Belfort

Les premières tentatives de partenariat et d'échanges entre la ville française et l'Algérie remontent aux années 1980 avec le jumelage entre Belfort et Skikda.

Le séminaire organisé depuis dimanche dernier à l'institut de l'hôtellerie du Figuier dans le cadre du jumelage de la ville de Boumerdès avec Belfort (France) a pris fin hier avec l'élaboration d'une « *feuille de route dont le contenu pourra être évalué lors des rencontres qui se tiendront à Belfort les 14 et 15 décembre 2009* ». Les ateliers mis sur pied pour réfléchir sur le « *renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes* », ont émis un certain nombre de recommandations dont la réflexion sur la création d'un guichet unique destiné aux personnes handicapées, le développement de cycles de formation, le développement de l'économie sociale et solidaire impliquant les jeunes, la création d'espaces de consultation et de dialogue, la création d'un groupe de travail et de mise en réseau sur les questions de citoyenneté. La délégation belfortaine était conduite par le maire de la ville M. Etienne Butzbach qui, dans son discours, a insisté sur la « *nécessité de passer à des actions concrètes afin d'assurer un échange constructif* ».

Il a rappelé « *que les premières tentatives de partenariat et d'échanges entre sa ville et l'Algérie remontent aux années 1980 avec le jumelage entre Belfort et Skikda. Malheureusement le processus a été interrompu suite aux événements de la période noire* », a-t-il dit. Il a aussi évoqué des échanges avec Cheraga et Boghni. M. Butzbach s'est étalé sur le volet politique. Le maire de Belfort trouve dans « *la communauté de destin, l'histoire commune, la langue et la population partagées* », des facteurs de développement des rapports entre les deux pays. M. Butzbach regrette que les rapports entre l'Algérie et la France « *subissent un certain nombre de problèmes, notamment ceux liés à la libre circulation des personnes et des visas* ». « *J'ai eu plus d'occasions de me désespérer que j'en ai eu d'espérer ces dernières années au sujet des relations entre nos deux pays. Mais je souhaite que nos villes, nos populations, puissent exercer des pressions sur les gouvernements pour aboutir à des rapports plus énergiques* ».

Plaidant pour l'évolution du processus de la démocratisation du côté algérien, il insiste sur la nécessité d'intensifier les actions susceptibles d'aider à surmonter ces problèmes car il y a dans les échanges qui se préparent « *un véritable chantier d'avenir* ». Certain que la décentralisation est une valeur sûre dans ce processus de démocratisation, le maire de Belfort souhaite une mobilisation citoyenne « *qui permettrait d'éviter le piège du placage des modèles intransférables* ». D'où la nécessité de « *se mobiliser pour des projets concrets dans une organisation qui doit être paritaire* ». Le wali de Boumerdès, M. Brahim Merad, a, lui, dit : « *En tant que représentant de l'Etat je cautionne cette action initiée par l'APC et l'APW de Boumerdès. Je suis plus qu'optimiste : la relation, porteuse de fruits, va s'inscrire dans la durée. Nous avons intérêt à tirer profit de ces échanges et nous nous sommes engagés, moi, le P/APW et le P/APC de Boumerdès à mettre tous les moyens pour réussir cet échange.* »

Par Kamel Omar

Lettre de la coopération décentralisée - Été 2009 Cités Unies France

JEUNESSE

Rencontres de Boumerdès

Les 14 et 15 juin derniers, à Boumerdès, Algérie, Cités Unies France a participé au premier séminaire franco-algérien sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes. Cette rencontre en application de la convention de partenariat signée en septembre 2007 par la Wilaya de Boumerdès et la ville de Belfort, et du programme concerté pluriacteurs Algérie, a été l'occasion de débattre sur la participation des associations et des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques publiques locales en direction des enfants et des jeunes.

La délégation française, composée d'une trentaine de personnes représentant, entre autres, les villes de Mulhouse, Grenoble, Villepinte et la région Bretagne, ainsi que des représentants associatifs tels la fédération nationale des Francas, a été conduite par le maire de Belfort, Etienne Butzbach. Durant ces deux jours, des ateliers thématiques ont été organisés où les participants des deux pays ont apporté leur éclairage sur toutes les problématiques liées à l'accès aux loisirs et à la culture, éducation citoyenne, enfance et handicap et insertion professionnelle.

La présidente du groupe thématique Jeunesse de Cités Unies France, Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne, a piloté, aux côtés d'Ali Bousaidi, élu de la Wilaya de Boumerdès, l'atelier sur l'insertion professionnelle. Le débat s'est centré sur les questions suivantes : 'Comment favoriser l'entrée des jeunes dans le monde du travail ? Quel est le rôle des Associations dans l'accompagnement des jeunes ? Quels dispositifs sont mis en oeuvre par l'Etat, les collectivités et les associations pour accompagner les jeunes dans leur parcours d'insertion professionnelle ?'

Le premier constat dressé est que, malgré tous les efforts de modernisation du système de formation, et malgré toutes les aides accordées par l'Etat aux différents dispositifs d'accompagnement, en Algérie comme en France, le chômage touche principalement les jeunes et les femmes. En Algérie, près de trois chômeurs sur quatre sont âgés de moins de trente ans et cette tranche d'âge représente 75% de la population. En France, les moins de 30 ans représentent environ 30% de la population et 20% de ces jeunes sont au chômage. La crise en France vient aggraver cette situation puisque 20% des jeunes de moins de 30 ans vit en dessous du seuil de pauvreté. Algériens et Français se sont donc accordés sur des axes de coopération à explorer ensemble afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes des deux rives. Le premier volet concerne l'accompagnement à la création de chambres d'économie sociale et solidaire en Algérie. Le deuxième volet porte sur l'accompagnement dans la création d'activités (micro-entreprises de jeunes) et le développement de l'économie sociale et solidaire. Le troisième volet vise la structuration du secteur associatif algérien oeuvrant dans le domaine de l'insertion des jeunes. Ceci s'avère nécessaire si l'on veut investir dans une mission de service public, en incluant la possibilité de conventionner avec les collectivités et/ou l'Etat. Enfin, le dernier volet place la priorité sur l'identification des besoins d'un secteur cible. A l'exemple, du tourisme et du patrimoine, de l'écotourisme, mais aussi de tout le champ du développement durable qui comprend le développement équitable et solidaire pour tous les êtres de la planète, les questions relatives à l'énergie renouvelable, l'eau, le traitement des déchets, l'éco-construction. Ce dernier point permet d'imaginer des coopérations institutionnelles entre établissements de formation algériens et français d'un secteur donné.

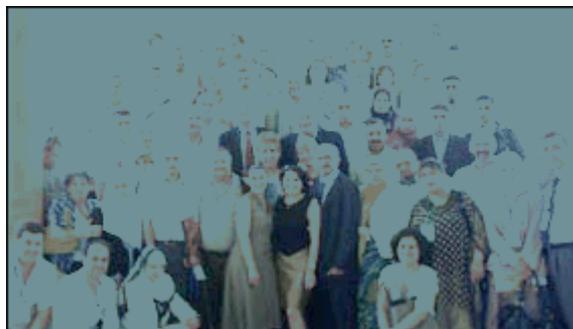
Ainsi, avec une feuille de route bien remplie, forts des engagements pris lors de cette première édition, Algériens et Français poursuivront les débats les 14 et 15 décembre prochains, à Belfort. Puisse la cité du lion éclairer leurs travaux !

Pour plus d'informations :

Fabiola Rivas, chargée de mission Jeunesse
Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

Rencontres et partages algéro-français à Boumerdès

Les 14 et 15 juin, dans le cadre de la coopération décentralisée avec Belfort, Boumerdès a accueilli des acteurs français et algériens (associations, collectivités...) lors d'un cycle de rencontres. L'objectif ? Renforcer les actions locales en direction des enfants et des jeunes.



« *Quelles complémentarités entre les associations et les autorités locales ?* », voilà la question qui était posée à la centaine de personnes, réunie lors de ces rencontres. Une quarantaine d'acteurs français dont des représentants de la fédération nationale des Francas, de Cités Unies France, de l'association des Amis et Parents de personnes handicapées mentales de Belfort, et de la Ville avec Etienne Butzbach, le Maire et Samia Jaber, adjointe déléguée à l'Implication Citoyenne, à la communication à la coopération décentralisée se sont déplacés jusqu'à Boumerdès, ville située à une quarantaine de kilomètres d'Alger. Au cours des nombreux ateliers (sur l'accès aux loisirs et à la culture des enfants, la prise en charge et l'accès aux droits des enfants handicapés, l'insertion professionnelle des jeunes, l'éducation citoyenne...), les différents acteurs ont pu partager leurs expériences et leurs pratiques. Un premier état des lieux a permis de favoriser le dialogue entre les acteurs et qui vise surtout à mettre en œuvre des actions publiques locales plus efficaces à destination des enfants et des jeunes. « Mise en réseau, formation, échanges de savoir faire », voilà les axes clés de ces rencontres, qui se poursuivront dans la Cité du Lion les 14 et 15 décembre prochain.

La coopération décentralisée entre Boumerdès et Belfort

Les Assemblées populaires Communale et de Wilaya de Boumerdès (APC et APW) et la Ville de Belfort conduisent depuis 2006 des échanges de coopération décentralisée. Cet engagement fait suite aux collaborations nouées au lendemain du tragique séisme de 2003 par l'intermédiaire du Fonds de solidarité pour les sinistrés créé par Cités Unies France et auquel la Ville de Belfort a participé. Matérialisé dans une convention signée le 12 septembre 2007, le partenariat met l'accent sur les échanges mutuels d'expériences en matière de gestion locale mais aussi sur les échanges entre les acteurs locaux. Les trois collectivités ont saisi l'opportunité du PCPA (programme concerté pluri-acteurs), soutenu par le ministère français des affaires étrangères, pour inscrire leurs réflexions communes dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse, pour développer des échanges entre professionnels du secteur et concevoir dans l'avenir des programmes de mobilité de jeunes des deux territoires.